

MAIRIE DE PLOUZEVEDE



ACCORD-CADRE DE SERVICES

REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

Service de transport scolaire

Desserte des établissements scolaires de l'Ecole Publique RPI Henri Matisse

Années scolaires 2025/2026, 2026/2027 et 2027/2028

**Procédure adaptée en application
des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique**

Date et heure limites de remise des offres : mardi 15 juillet 2025 à 12 heures

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

1. – Acheteur.....	3
2. - Objet de la consultation et forme du contrat.....	3
2.1. - Objet du contrat et durée maximale.....	3
2.2. - Procédure de passation.....	3
2.3. - Forme du contrat.....	3
3. - Dispositions générales.....	4
3.1 - Modalités de financement et de paiement.....	4
3.2. - Forme juridique de l'attributaire.....	4
3.3. – Délai de validité des offres.....	4
3.4. - Variantes et options.....	4
4. - Dossier de consultation.....	4
4.1. - Contenu du dossier de consultation.....	4
4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique.....	4
4.3. - Modification de détail au dossier de consultation.....	5
4.4. – Reconnaissance des circuits.....	5
5. - Présentation des propositions.....	5
5.1. - Documents à produire.....	5
5.2. - Langue de rédaction des propositions.....	6
5.3. - Unité monétaire.....	6
5.4 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	6
5.5. –Négociation.....	7
6. - Jugement des propositions.....	7
7 – Protection des données	8
8. - Renseignements complémentaires	8

Article 1 - Acheteur

Le pouvoir adjudicateur : (Dénommé Organisateur Local)

Organisateur Local : Mairie de PLOUZEVEDE

Adresse : 4 Place de la Mairie, 29440 PLOUZEVEDE
Téléphone : 02.98.69.98.18.
Courriel : accueil-mairie@plouzevede.fr

Profil acheteur : www.megalis.bretagne.bzh

Article 2 - Objet de la consultation et forme du contrat

2-1-Objet du contrat et durée maximale

La consultation porte sur les prestations suivantes :

Services réguliers publics routiers de transport non urbains de personnes créés pour assurer à titre principal la desserte des établissements scolaires de l'Ecole Publique RPI Henri Matisse.

Type de service : 2 - Services de transports terrestres, y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal : 60112000-6 : Services de transport routier public

Objet secondaire : 60113000-8 : Services spécialisés de transport routier de passagers

Le contrat est conclu pour une année scolaire, reconductible de manière tacite 2 fois cette même période, soit une durée maximale de 3 années scolaires.

En cas de non-reconduction, le titulaire en sera informé au moins deux mois avant la date anniversaire du commencement du marché. Les reconductions ne pourront être refusées par le titulaire, ni leur absence faire l'objet d'indemnités.

Pour l'année scolaire 2025/2026, les prestations seront exécutées à compter du jour de la rentrée scolaire et s'achèveront au dernier jour de l'année scolaire.

Si, pour quelque cause que ce soit, le démarrage des prestations n'intervenait que postérieurement à cette date, le titulaire devra exécuter les prestations de transport à compter de la nouvelle date, sans pouvoir former de réclamation à l'encontre du pouvoir adjudicateur.

2-2-Procédure de passation

La consultation est passée par procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

2-3-Forme du contrat

La consultation donnera lieu à un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, en application de l'article R. 2162-3 du Code de la Commande Publique dont les prestations seront susceptibles de varier de la manière suivante sur la durée d'exécution du marché :

Montant Minimum € HT sur 3 années scolaires	Montant Maximum € HT sur 3 années scolaires
Sans	83.000,00 €

Article 3 - Dispositions générales

3-1-Modalités de financement et de paiement

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement (dans un délai maxi de 30 jours), effectué par le pouvoir adjudicateur.

3-2-Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R. 2142-24 du Code de la Commande Publique.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R. 2142-21 du Code de la Commande Publique.

3-3-Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de **90 jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

3-4-Variantes et options

3-3-1-Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

3-3-2-Options

Il n'est pas prévu d'option.

Article 4 - Dossier de consultation

4-1-Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation (RC),
- Bordereau des Prix Unitaires et l'engagement des kilomètres à vide (BPU et Km vide).
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes
- le détail estimatif
- le circuit à titre indicatif

4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément à l'article R. 2132-3 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante :

<https://www.megalisbretagne.org> Sous la référence : Service de transport scolaire desserte des établissements scolaires de l'Ecole Publique RPI Henri Matisse

Les soumissionnaires ne sont pas tenus de s'authentifier sur le site mais il est fortement recommandé de le faire et notamment d'indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le DCE pourra ensuite être téléchargé au format "Zip".

Nota : des liens vers des outils zips gratuits sont disponibles sur la plate-forme.

4-3-Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4-4-Reconnaissance des circuits

Les candidats pourront procéder à des repérages de points d'arrêts avec l'assistance éventuelle de l'acheteur. A défaut d'avoir procédé à cette reconnaissance, les candidats sont réputés les connaître.

Article 5 - Présentation des propositions

5-1-Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

Justificatifs candidature

- la déclaration du candidat : imprimés conseillés DC1 et DC2 à compléter (disponibles sous le lien suivant : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>).
- Le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché au cours des 3 derniers exercices (rubrique spécifique dans le DC2), les moyens humains et matériels mis en œuvre pour la réalisation de prestations similaires.
- les références similaires à l'objet du marché sur les 3 dernières années ou preuve par équivalence pour les entreprises de création récente.
- une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires (art L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique).
- une déclaration sur l'honneur attestant être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du Travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société.
- le justificatif de la capacité à exercer l'activité de transporteur routier de personnes (copie de la licence communautaire ou de la licence de transports intérieurs) en application de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI).
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis).
- un RIB.

En cas de co-traitance, il est nécessaire de transmettre les mêmes pièces pour tous les cotraitants.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra compléter l'imprimé DC4 disponible sur le site : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>, détaillant :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement et modalités de règlement du sous-traitant ;
- les références du compte à créditer ;
- les justificatifs des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue aux articles R. 2143-6 et suivants et R. 2193-1 du Code de la Commande Publique.

Depuis le 1^{er} Avril 2018, le candidat peut, s'il le souhaite, présenter sa candidature sous la forme du document unique de marché européen (DUME), ou via les formulaires DC1 et DC2 (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

La candidature via MPS est désormais rendue techniquement impossible.

Contenu de l'offre

- **l'Acte d'engagement** complété et daté et son annexe obligatoirement complétée intitulée « Bordereau des prix unitaires » (prix en lettres et en chiffres) et l'engagement des kilomètres à vide.
- **le détail estimatif** obligatoirement complété (sans modification du cadre fourni).
- Un **mémoire technique** décrivant l'entreprise, ses moyens techniques et humains dédiés au contrat, en précisant notamment les caractéristiques du (des) véhicule(s) qui sera (seront) mis à disposition.

La signature de l'offre est possible mais pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue, est tenu de la signer.

Afin d'éviter tout retard dans la notification, ainsi que toute démarche supplémentaire, les candidats sont invités à signer leur offre avant de la déposer. A défaut, ils sont informés que le seul dépôt de l'offre vaut engagement de leur part à signer ultérieurement le marché qui sera attribué.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

Par ailleurs, et conformément à l'article R. 2143-14 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur prévoit que les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui lui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

5-2-Langue de rédaction des propositions

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

5-3-Unité monétaire

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

5-4-Conditions d'envoi ou de remise des plis

La remise des offres par voie électronique est obligatoire (la remise des offres par voie papier n'est pas autorisée)

Conformément aux dispositions des articles R. 2132-3 et R. 2132-7 du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur souhaite la transmission des offres des candidats par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.megalisbretagne.org> (référence de la consultation : Service de transport scolaire desserte des établissements scolaires de l'Ecole Publique RPI Henri Matisse)

La signature électronique n'est pas indispensable, le candidat pourra se limiter à saisir l'identifiant et le mot de passe qu'il aura renseignés lors de son inscription, puis cliquer sur confirmer et envoyer.

Si le candidat signe son offre électroniquement, la personne habilitée à engager l'entreprise dans le cadre de la consultation pourra signer certaines pièces listées au règlement de consultation au moyen d'un certificat électronique.

Le candidat devra être inscrit sur la plate-forme de gestion des marchés publics Mégalis en ayant choisi le certificat pour mode d'authentification.

Les catégories de certificat de signature utilisables et définies dans l'arrêté du 15 Juin 2012 sont :

- les certificats européens désignés par la commission européenne.
- les certificats délivrés par des autorités de certification française ou étrangère, répondant à des normes équivalentes au RGS.

Les formats de signature électronique acceptés sont : XAdES, PAdES, CAdES.

L'enveloppe doit être un fichier unique au format ".zip" contenant les éléments mentionnés au présent règlement de la consultation. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés selon l'horloge de Francfort.

A la réception du dernier octet de la réponse, un jeton d'horodatage cryptographique est généré par la plateforme. Il donne une date certaine à la réception de l'offre. Un courriel, signé par la plateforme, précisant la date de réception, est alors envoyé au soumissionnaire. En cas de réception au-delà de la date et de l'heure limite de dépôt chaque pli sera considéré comme hors délais.

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique.

En fin de procédure, le pouvoir adjudicateur signera l'offre électroniquement ou transformera l'offre électronique du soumissionnaire retenue, en offre papier ce qui donnera lieu à la signature manuscrite du marché par les parties.

Le service de support téléphonique de la plateforme des marchés publics e-mégalis est ouvert de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 18h00 les jours ouvrés. Le N° d'accès est 02 23 48 04 54.

5-5-Négociation

Les candidats sont avertis que la phase de négociation n'est qu'éventuelle et que l'acheteur attend d'eux leur meilleure proposition dès la remise des offres.

La négociation pourra se faire par courrier électronique.

Article 6 - Jugement des propositions

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-7 et R. 2152-7 du Code de la Commande Publique au moyen des critères suivants :

Critères de sélection des candidatures :

- Capacités techniques et financières.
- Références.

Critères de jugement des offres :

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des 2 critères suivants :

- **Prix** (pondération : 85) *jugé selon le montant porté au détail estimatif.*
- **Valeur technique** (pondération : 15) *appréciée au regard du mémoire technique.*

Discordances sur le prix

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

Régularisation

Conformément aux articles L. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la Commande Publique, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

Offre anormalement basse

Conformément aux articles L. 2152-3 et suivants du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent :

- Le formulaire ATTRI 1 « Acte d'engagement » complété et signé.

- Les certificats et attestations des articles R. 2143-7 et suivants du Code de la Commande Publique.
- L'attestation d'assurance de responsabilité prévue à l'article L. 241-2 du code des assurances.

S'il est envisagé d'attribuer le marché à un groupement d'entreprises, deux possibilités pour la signature du formulaire ATTRI 1 :

- Soit le mandataire du groupement n'a pas été habilité à signer le marché public : tous les membres du groupement devront signer le formulaire ATTRI 1.
- Soit le mandataire du groupement a été habilité à signer le marché public : seul le mandataire signe le formulaire ATTRI 1. En annexe du formulaire, il communique toutefois à l'acheteur les pouvoirs lui conférant l'habilitation signée par les autres membres du groupement.

Concernant le formulaire ATTRI 1 « Acte d'engagement », **la signature électronique est désormais obligatoire.**

– en cas de signature électronique, il devra disposer d'une signature dont le format devra être conforme au référentiel général d'interopérabilité et au format XADES, PADES ou CADES. Le niveau de sécurité exigé, conformément à l'ordonnance n°2005-1516 du 8 décembre 2005, est celui de la plate-forme Mégalis Bretagne : <https://marches.megalisbretagne.org>

- en cas de signature manuscrite, les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés et l'attribution du marché donnera lieu à la signature d'un marché papier.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

ARTICLE 7 – Protection des données

À l'occasion de la consultation du marché public, la collectivité de Plouzevedé, en sa qualité de responsable de traitement, recueille des données personnelles d'identification nécessaires à l'exécution de mesures précontractuelles. Ces données sont destinées aux seuls services de la collectivité, et à celles du groupement de commandes, en charge de leur traitement dans la limite de leurs attributions respectives, et ont pour finalité la gestion de l'ensemble de la consultation relative au marché public.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel et à la Loi N° 78/17 du 6 Janvier 1978 modifiée, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité de vos données et d'un droit d'opposition pour des motifs tenant à votre situation particulière.

Pour exercer vos droits vous pouvez adresser votre demande à l'adresse suivante : dgs-mairie@plouzevede.fr de la collectivité en charge de la consultation.

Les collectivités s'engagent à mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au regard des risques d'accès accidentels, non autorisés ou illégaux, de divulgation, d'altération, de perte ou encore de destruction des données personnelles vous concernant.

En aucun cas vos données communiquées ne feront l'objet d'une vente, d'un échange ou d'une location à des tiers, même à titre gratuit.

Vous êtes toutefois informés qu'elles pourront être divulguées en application d'une loi, d'un règlement ou en vertu d'une décision d'une autorité réglementaire ou judiciaire compétente.

Sous réserve d'un manquement aux dispositions décrites ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL (Commission Nationale de l'informatique et des Libertés).

Article 8 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, et au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, les candidats transmettront leurs questions via la plate-forme de dématérialisation (<http://www.megalisbretagne.org>) ou feront parvenir une **demande écrite** à :

Correspondant : Lydia LERAY, Secrétaire Générale

Adresse : 4 Place de la Mairie, 29440 PLOUZEVEDE

Téléphone : 02.98.69.98.18.

Courriel : accueil-mairie@plouzevede.fr